



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Après les manifestations du 10 septembre

TOUS ENSEMBLE JUSQU'AU RETRAIT DE LA CONTRE-RÉFORME !

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT GUYANCOURT 12/09/2013

En 2010, le PS prétendait s'opposer à la réforme des retraites de Sarkozy. Aujourd'hui, la contre-réforme des retraites menée par le gouvernement qu'il dirige s'inscrit dans la lignée de toutes les régressions sociales menées par la droite. Non seulement les reculs sociaux imposés par les gouvernements précédents sont confirmés mais la politique en faveur des patrons, au détriment du monde du travail, continue de plus belle !

La journée de grève du mardi 10 doit être la première étape dans la bataille pour le retrait du projet du gouvernement. Cette première journée a rassemblé près de 400 000 manifestants, partout en France. Il est donc possible de faire monter en puissance la mobilisation, et rapidement car le gouvernement accélère le calendrier pour pouvoir valider la loi en octobre.

UN GOUVERNEMENT À LA BOTTE DU MEDEF

Le nombre d'années pour une retraite pleine atteindra 43 ans. Il deviendra presque impossible de partir avec une retraite à taux plein à 62 ans. On nous raconte qu'il faudrait travailler plus longtemps car aujourd'hui on vit plus vieux ? Mais si la société capitaliste ne fabriquait pas des millions de chômeurs, les caisses de retraite seraient pleines. On nous raconte aussi qu'il faut augmenter les cotisations et que ce serait notre intérêt ? Mais deux poids deux mesures : tandis que nous allons perdre sur toute la ligne, les patrons vont gagner d'un côté ce qu'ils vont perdre de l'autre ! Et davantage même ! La hausse de leurs cotisations retraites sera compensée par la réduction de leurs cotisations pour les allocations familiales et de leurs impôts. Et nous devrions le payer par tous les bouts ? Non merci !

SE FIXER DES OBJECTIFS COMMUNS

Au-delà des retraites, c'est l'ensemble de notre protection sociale qui est dans le viseur du gouvernement. Et cela s'ajoute à tous les coups que le gouvernement et le patronat nous assènent pour nous faire payer la crise : réduction des dépenses publiques, licenciements, précarité et casse du Code du travail. Alors, il est temps de renverser le rapport de forces.

Nous avons des points d'appui pour mener la bataille. Tout d'abord, l'impopularité du gouvernement, qui atteint des records, après un peu plus d'un an au pouvoir. D'autre part, des grèves et des mobilisations sur les salaires, contre

les fermetures d'usine et les suppressions d'emplois mais aussi pour les droits des sans-papiers, pour le droit au logement. Toutes ces luttes sont pour l'instant dispersées. Mais la question des retraites peut constituer un trait d'union entre ces luttes, car elle concerne tout le monde. C'est donc autour d'un programme de lutte contre toutes les suppressions d'emplois, pour le partage du travail jusqu'à résorption du chômage, de l'augmentation de tous les salaires et de tous les minimas sociaux que les jeunes, les travailleurs, avec ou sans-emplois pourront se grouper et additionner leurs forces contre leurs ennemis communs : le gouvernement et le patronat.



LA NÉCESSITÉ D'UN AFFRONTEMENT D'ENSEMBLE

Beaucoup pensent qu'il y aurait bien besoin d'un gros «coup de pied dans la fourmière». Le mouvement contre la réforme des retraites de Sarkozy en 2010 a bien mis en évidence que les journées de grève de 24h à répétition étaient très loin d'être suffisantes. Dès maintenant, nous devons mettre en débat sur nos lieux de travail, dans nos organisations syndicales, dans les collectifs unitaires l'idée de la grève générale, à la fois sur nos propres revendications (emplois, salaires...) et pour le retrait du projet Hollande-Ayrault sur les retraites. Seul un mouvement d'ensemble, prolongé, déterminé et capable de bloquer l'économie du pays pourra faire reculer le gouvernement.

POUR PRENDRE CONTACT :

Par courrier : NPA, 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil

Par mail : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Tel Mail :

CARLOS & CARLOS : NE CHERCHEZ PAS L'ERREUR !
Tavares s'était lâché en août dans une interview : "Quiconque se passionne pour l'industrie automobile arrive à la conclusion qu'à un moment donné vous avez l'énergie et la volonté de devenir numéro un". Le bras de fer entre les 2 Carlos (Ghosn et Tavares) s'est conclu par l'éviction du dernier. Au-delà de la lutte des places qui fait rage dans les cercles dirigeants, c'est bien nous, salariés de Renault, qui sommes pris en otage. Car au bout du compte, si Tavares a cherché à se vendre à Ford ou GM, Ghosn a fait allégeance aux actionnaires de Renault et Nissan, qui le rémunèrent pour ça. Surtout Nissan (8,93 millions d'€ en 2012, contre 2,24 millions d'€ pour Renault). Ghosn touche ainsi une commission de 1,80€ par Nissan vendue, contre 1€ pour une Renault. Pour Ghosn, vendre des Nissan, c'est plus rentable ...



Selon le principe « diviser pour régner », la fonction de Tavares est découpée en 2 : une direction « compétitivité », pour augmenter la rentabilité de la production et une direction « performance », pour augmenter la profitabilité des ventes. C'est un concentré de la recherche obsessionnelle du profit de nos dirigeants, qui serait ridicule si ce système ne produisait pas la dégradation de nos conditions de travail, la baisse de nos salaires et les fermetures de sites. L'industrie automobile est une industrie stratégique qu'il ne faut pas laisser entre les mains des capitalistes. Afin de produire non pas pour augmenter les profits mais pour satisfaire les besoins sociaux, il faut nationaliser sans indemnités les constructeurs automobiles, sous le contrôle des salariés.

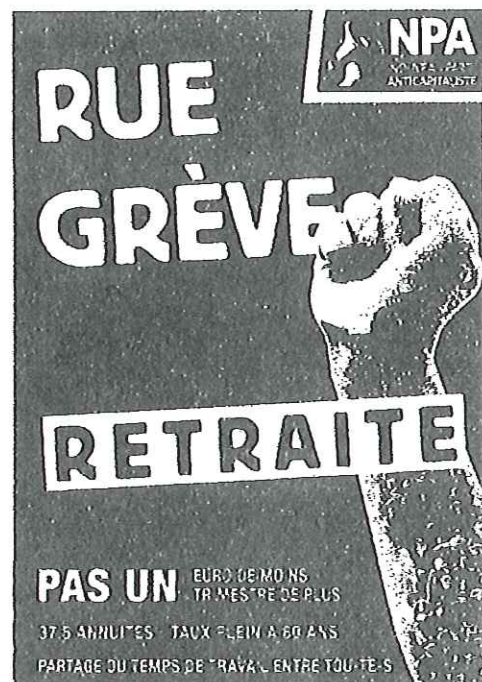
DEMEMAGEMENTS : L'INTENDANCE NE SUIT PAS

La direction a confirmé en juillet la fermeture de Rueil (1250 salariés). Un millier d'entre eux seront contraints de déménager à Guyancourt en 2014. La direction secoue le cocotier, espérant des démissions en route. Au final, elle nous en fait tous subir les conséquences : déménagements internes pour caser les arrivants, problèmes de transports saturation des restaurants ... Des

problèmes de logistique inextricables qui avaient déjà conduit en 2011 à l'abandon de l'opération Losange.

LES "PRV" ONT FAIT CEDER GHOSN !

Les « PRV » sont ces « départs volontaires » piégés par le report en 2009 de l'âge légal du départ en retraite et qui s'étaient ainsi retrouvés du jour au lendemain sans ressources. Pour défendre leurs droits, 91 ouvriers de Sandouville s'étaient regroupés dans un collectif. Pendant trois ans, gouvernement et direction de Renault n'ont rien voulu entendre. Le Parlement européen avait même bloqué des subventions allouées à Renault. En juillet, le tribunal a condamné Renault à payer des indemnités aux 91 salariés. Sans attendre une nouvelle audience pour fixer le montant du préjudice, Renault a enfin cédé en acceptant de négocier directement le montant des indemnités versées aux 91 salariés. C'est une petite mais vraie victoire. Une longue mobilisation qui a payé !



VICTOIRE HISTORIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Après plus de trois semaines de grève, les ouvriers sud africains de Volkswagen, Ford et Toyota viennent d'arracher 11,5 % d'augmentation des salaires pour 2013, 10 % en 2014 et 10 % en 2015. 80 000 travailleurs, soit 80% de toute l'industrie automobile du pays, ont participé à cette grève. A ces résultats s'ajoutent des mesures pour les équipes de nuit et des indemnités de transport. Les autres entreprises du secteur auto (réparation, services et pompistes) entrent maintenant dans le mouvement pour des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. « Nous voulons un accord à deux chiffres », a déclaré le NUMSA, le syndicat de la métallurgie d'Afrique du Sud ! Et si l'exemple venait de ce pays où le "tous ensemble" s'est réalisé dans le secteur automobile ?

Bulletin NPA Technocentre Renault - Guyancourt

12 septembre 2013